



*LA FORCE  
DE L'INDEPENDANCE*

## Syndicat National **FORCE OUVRIÈRE** des Personnels de Préfecture

**SECTION COTE D'OR**

Dijon, le 11 Mars 2013

Monsieur le Président de la République,

C'est un honneur tout particulier que vous faites aujourd'hui, aux représentants du personnel de la préfecture de Côte d'Or. Nous vous en remercions et vous souhaitons la bienvenue à DIJON .

Cet échange est un moment privilégié et exceptionnel et nous en prenons la pleine mesure. Vous nous permettrez donc, M. le Président, de vous parler sans détours, sans langue de bois pour vous exprimer notre ressenti en tant que citoyen mais aussi en tant que fonctionnaire de la fonction publique d'Etat pour vous faire part de nos difficultés à exercer nos missions au ministère de l'intérieur et plus particulièrement en préfecture.

En mai 2012, les Français qui vous ont élu à la tête de la Nation, ont choisi de renouer avec l'espoir d'une France apaisée, réunifiée et de regarder l'avenir avec plus de sérénité. Les fonctionnaires, au service de nos concitoyens sont eux aussi dans l'attente d'une vie meilleure. En Côte d'Or, au 31 décembre 2008, juste avant la mise en place concrète de la RGPP, nous étions 295 ETPT, aujourd'hui nous ne sommes plus que 258, soit 37 ETPT en moins en 4 ans.

Ce 11 mars 2013, nous sommes mandatés par nos collègues pour vous exprimer leur angoisse qui va parfois jusqu'au désespoir face à des conditions de travail dégradées, des déroulés de carrière qui ne sont pas à la hauteur de leur investissement, et qui subissent des gels de leurs salaires depuis des années.

Sur le contexte en préfecture de Côte d'Or, nous bénéficions d'un dialogue social correct. M. le Préfet et M. le Secrétaire Général sont à notre écoute et s'attachent à répondre à nos revendications dans la mesure du possible. Sur les conditions de travail, elles sont très difficiles, nous citerons les exemples les plus criants vis à vis du quotidien de nos collègues en précisant que la méthode LEAN, appliquée à la hache il y a trois ans, sans discernement, a fait des ravages dans notre préfecture, elle a contribué au dépeçage de notre administration.

Dans le même temps, le service des étrangers dans sa problématique demande d'asile a connu une augmentation de 627 % . Qui pourrait absorber cette charge de travail supplémentaire sans renfort d'effectifs ? Personne ! les agents du SRII de la préfecture de la côte d'or ne sont pas des magiciens, ils sont débordés, épuisés, tirent sur la corde chaque jour et mettent leur santé en jeu. Il n'y a pas que le service des étrangers qui souffre, nous pouvons citer d'autres exemples :

–le service des élections notamment (3 agents au lieu de 6 avant la RGPP) avec des échéances importantes prévues en 2014 et 2015

–le service des permis de conduire avec la réforme FAETON, va conduire à un doublement des missions pour 2014 alors qu'ils sont déjà en sous effectifs avec des délais réglementaires de production des titres dépassés, un stock-retard de 36 jours également pour le service des CNI et 60 jours dans l'instruction des PASSEPORTS. Ce service fonctionne depuis des années à flux tendu.

–le bureau des Installations classées est sinistré, les 2,8 ETPT en charge de ces dossiers sont débordé au bord du burn-out.

– Pour les sous préfectures qui ont vécu douloureusement le recentrage du contrôle de légalité en préfecture et on craint désormais la remise en question de leur implantation. Elles constituent pourtant un maillon essentiel de l'aménagement du territoire et le relais auprès des élus qui y sont attachés, tout comme nous à FORCE OUVRIERE.

- La régionalisation des plates formes CHORUS et les craintes qu'elles suscitent chez les agents mais aussi avec des promesses non tenues telles que la NBI qui n'a jamais été mise en place
  - le fiasco de la réforme du SIV qui a lessivé nos collègues
  - les difficultés de terrain que vivent les agents dans les DDI
- et la liste n'est pas exhaustive...

Nous voulons vous informer, Monsieur le Président, que la mise en place depuis une dizaine d'années de la culture du mérite dans la fonction publique, a été le creuset des troubles psychosociaux. Quant à la réserve d'objectifs et la Prime de Fonction et de Résultats pour les catégories A, elle a un effet délétère puisqu'elle n'est pas à la hauteur de ce pourcentage de plus 95 % d'agents travailleurs qui ont atteint leurs objectifs. En outre, cette enveloppe étant contingentée, les marges de manœuvre sont quasi inexistantes et cette prime divise les agents en fin d'année, parfois pour moins de 10 euros.

Si le mérite peut être reconnu à travers les avancements, sur les 95 % d'agents qui ont une réelle conscience professionnelle et une notion du service public très forte, peu d'entre eux reçoivent les récompenses à la hauteur de leur implication.

En outre, le régime indemnitaire des fonctionnaires de Province n'est pas aligné sur celui des fonctionnaires d'Ile de France, ce qui crée des inégalités. Le Juge administratif, par deux jurisprudences constantes, a d'ailleurs donné raison à notre organisation syndicale sans que l'Etat ne donne suite à cette différence de traitement.

Il y a également un sujet dont nous voulons vous parler, celui de la formation initiale, notamment à travers le cursus dispensé dans les instituts régionaux d'administration. Dans le cadre de la prévention des risques psychosociaux, il est impératif qu'ils soient mieux appréhendés et intégrés à la formation pour s'appliquer dans les méthodes managériales des futurs cadres de la fonction publique.

L'abrogation du jour de carence est un premier signe fort envers les fonctionnaires, ce n'est qu'un premier pas, nous attendons nous aussi une confiance restaurée. Nos concitoyens et nous aussi fonctionnaires réclamons une politique qui nous permette de vivre dignement du fruit de notre travail, d'éduquer et nourrir nos enfants.

Aujourd'hui dans la Fonction Publique, c'est la paupérisation qui s'est installée, notamment pour les catégories C mais aussi désormais pour les autres catégories. Lorsque les médias, dans les débats sur les salaires des fonctionnaires, présentent toujours l'exemple d'un agent qui gagne en moyenne 2 800 €/mois, cela contribue à la stigmatisation des fonctionnaires dans l'opinion publique, la grande majorité des agents surtout en Province gagnent 1 500 €/mois, c'est cela la réalité Monsieur le Président et avec 1 500 euros, on ne vit pas, on survit. Au 15 du mois, il y a une expression Bourguignonne qui traduit bien ce que vivent beaucoup de nos collègues « on danse devant le buffet » parce qu'il n'y a plus d'argent pour faire vivre la famille.

Monsieur le Président, à l'occasion de ce Tour de France que vous entamez aujourd'hui et dont DIJON est la première ville d'étape, nous voulons vous exprimer que nous sommes conscients que l'héritage d'une France économiquement dévastée soit terrible à porter, que l'Europe et le monde de la Finance ont changé les règles, pour autant Monsieur le Président, nous vous déclarons solennellement :

- Ecoutez les Français qui souffrent, le quotidien est pour beaucoup d'entre eux une épreuve
- Entendez les messages des fonctionnaires attachés au service public qui contribuent chaque jour à protéger l'Etat, dans sa composante républicaine, qui exercent leurs missions dans des conditions difficiles qu'elles soient dans la FP d'Etat, la territoriale ou la FP Hospitalière.

Merci, Monsieur le Président, pour votre écoute.

La section FO Côte d'Or du syndicat des préfetures,